MTL..

- 1 Bureau Coordination

L.4422/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 18 août 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant le fonctionnement du Service Social du Ministère des Finances", a donné le 26 août 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 18e Augustus 1954 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de werking van de Maatschappelijke Dienst van het Ministerie van Financiën", heeft de 26e Augustus 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet appelle les observations suivantes :

Le dernier alinéa de l'article 2 est superflu parce que les articles suivants qui reprennent la notion d'"agents" le font avec un sens restrictif : article 3, 6°, 9°, et article 8.

A l'article 3, 1°, les mots : "en colonie" ne peuvent être mis en opposition avec l'expression "à la campagne". Il serait préférable de dire : "à la campagne ou à la mer", comme le fait l'arrêté relatif aux services du Premier Ministre.

L'article 5 dispose que "les indemnités, avances et secours résultant des interventions du service social, sont accordés par le Ministre des Finances". Selon le même article, le Ministre peut déléguer ce pouvoir à des autorités subordonnées.

La loi portant le budget du Ministère des Finances comporte, dans un article spécial, un crédit destiné aux interventions en faveur du personnel.

En vertu de l'article 67 de la Constitution, il appartient au Roi de prendre les arrêtés nécessaires à l'exécution de cette loi budgétaire, pour autant, toutefois, que des dispositions légales ne soient déjà pas intervenues pour régler la matière. Les ministres ont le pouvoir, en vertu de l'article 16 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, d'engager des dépenses à charge du Trésor public. L'article 18 leur permet de déléguer ce pouvoir. Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 5 est, dès lors, superflu.

.../...

L'article 6 dispose que le service social ne peut accorder des interventions que dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget du Ministère des Finances et à celui des pensions. Cet article n'énonce pas une règle de droit; il rappelle simplement l'article 16 de la loi sur la comptabilité de l'Etat. Dès lors, il est superflu et peut être supprimé sans inconvénient.

Il conviendrait de compléter l'article 7 du projet par une disposition chargeant le Ministre de régler l'organisation et le fonctionnement du comité consultatif.

En ce qui concerne l'article 9, le Conseil d'Etat est d'avis que l'arrêté du Régent du 24 juillet 1946 doit être entièrement abrogé.

En effet, l'article 1er de cet arrêté dont le projet prévoit le maintien limite l'intervention du service social aux agents qui ne peuvent vaincre eux-mêmes les difficultés de la vie, tandis que le projet ne subordonne à cette condition que l'octroi de l'aide individuelle.

Pour le surplus, le projet appelle quelques modifications de forme qui sont contenues dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AU SERVICE SOCIAL DU MINISTERE DES FINANCES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

.../...

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment les articles 88, 89, 90, 91, 830 et 831;

Considérant qu'il est nécessaire de régler à nouveau les attributions du service social;

Vu l'avis du comité départemental de consultation syndicale;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 15 octobre 1953;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le service social du Ministère des Finances a pour objet de donner aux agents l'assistance matérielle et morale dont ils peuvent avoir besoin tant dans leur vie professionnelle que dans leur vie privée.

Article 2.-

... (texte du projet du Gouvernement, à l'exception du dernier alinéa qui serait supprimé) ...

.../...

Article 3.-

Les activités du service social comportent en ordre principal :

A. Dans le domaine de l'aide individuelle :

1° le placement d'enfants à la campagne ou à la mer;

2° l'aide aux futures mères et aux accouchées;

3° l'octroi de prêts;

4° l'assistance en cas de maladie;

5° l'intervention en cas de malheurs de famille ou de toutes autres circonstances exceptionnelles non prévues ci-avant.

L'aide individuelle est exclusivement réservée aux personnes prévues à l'article 2 qui ne peuvent vaincre les difficultés de la vie par leurs propres moyens.

B. Dans le domaine de l'aide collective :

1° selon les nécessités, l'aménagement dans les centres administratifs importants de restaurants accessibles, sans distinction de prix, à tous les agents de l'Etat;

2° l'installation de réfectoires dans les services à personnel nombreux;

3° l'organisation de centres de médecine préventive;

4° la création de homes destinés aux agents éloignés de leur foyer pour des raisons de service;

5° l'encouragement des activités culturelles, sportives et d'agrément au sein du personnel;

.../...

6° la création d'un service de renseignements juridiques et sociaux;

7° la collaboration avec les services et comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

L'aide collective est réservée en principe aux agents en activité de service.

Le Ministre des Finances peut étendre l'action du service social à d'autres domaines entrant dans le cadre de son objet.

Article 4.-

L'organisation et le fonctionnement du service social ainsi que les montants et les modalités de ses interventions sont réglés par arrêté ministériel.

Article 5.-

Si les crédits portés au budget s'avèrent insuffisants, le Ministre des Finances est autorisé à suspendre une ou plusieurs des formes d'activité mentionnées à l'article 3.

Article 6.-

Un comité consultatif composé paritairement de délégués de l'Administration et de délégués des organisations siégeant au comité de consultation syndicale est appelé à donner son avis :

.../...

1° sur toute question à caractère général concernant l'organisation et le fonctionnement du service social;

2° sur toute demande de révision d'une décision prise dans un cas individuel par le service social lorsque le requérant en exprime le désir.

L'organisation et le fonctionnement du comité consultatif sont réglés par arrêté ministériel.

Article 7.-

... (texte de l'article 8 du projet du Gouvernement) ...

Article 8.-

L'arrêté du Régent du 24 juillet 1946 portant création d'un service social au Ministère des Finances est abrogé.

Article 9.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

Het laatste lid van artikel 2 is overbodig, omdat de term "personeelsleden", voor zover hij in de volgende artikelen, met name in artikel 3, 6° en 9°, en in artikel 8, gebruikt wordt, daar juist een beperkende betekenis heeft.

In artikel 3, 1°, mag de uitdrukking "in een kolonie" niet tegenover de uitdrukking "op het platteland" worden gesteld. Men zegge liever, zoals in het besluit betreffende de diensten van de Eerste-Minister : "op het platteland of aan zee".

Artikel 5 bepaalt, dat de "toelagen, voorschotten en steungelden in verband met de tussenkomst van de sociale dienst door de Minister van Financiën worden toegestaan". Volgens hetzelfde artikel kan de Minister deze bevoegdheid aan ondergeschikte overheidspersonen overdragen.

De begrotingswet van het Ministerie van Financiën voorziet in een afzonderlijk artikel een krediet voor bijstand aan het personeel.

Krachtens artikel 67 van de Grondwet komt het de Koning toe, de besluiten te nemen die voor de uitvoering van deze begrotingswet nodig zijn, althans voor zover de stof niet reeds door wetsbepalingen is geregeld. Ingevolge artikel 16 van de wet op de Staatscomptabiliteit zijn de ministers bevoegd om uitgaven ten laste van de Schatkist vast te leggen. Artikel 18 staat hun toe, deze bevoegdheid over te dragen. De Raad van State oordeelt, dat artikel 5 derhalve overbodig is.

.../...

Artikel 6 bepaalt, dat de sociale dienst alleen bijstand mag verlenen binnen de grenzen van de kredieten die daartoe op de begroting van het Ministerie van Financiën en op die van de pensioenen zijn uitgetrokken. Dit artikel stelt geen rechtsregel ; het brengt alleen artikel 16 van de wet op de Staatscomptabiliteit in herinnering. Het is bijgevolg overbodig en kan zonder bezwaar worden geschrapt.

Artikel 7 van het ontwerp ware aan te vullen met een bepaling waarin de Minister wordt opgedragen, de inrichting en werking van het comité van advies te regelen.

Wat artikel 9 betreft, adviseert de Raad van State het besluit van de Regent van 24 Juli 1946 in zijn geheel op te heffen.

Artikel 1 daarvan immers, dat door het ontwerp wordt gehandhaafd, beperkt de bijdrage van de sociale dienst tot de personeelsleden "die de bestaansmoeilijkheden niet op eigen krachten kunnen te boven komen", terwijl volgens het ontwerp alleen de toekenning van individuele hulp aan die voorwaarde gebonden is.

Voor het overige zijn bij het ontwerp een aantal opmerkingen over de vorm te maken, die opgenomen zijn in de hierna voorgestelde tekst :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE SOCIALE DIENST VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 Februari 1946 en 27 September 1947, namelijk op de artikelen 88, 89, 90, 91, 830 en 831;

Overwegende dat het nodig is de bevoegdheden van de sociale dienst opnieuw te regelen;

Gelet op het advies van de departementale syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven de 15e October 1953;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De sociale dienst van het Ministerie van Financiën heeft tot doel, de personeelsleden de stoffelijke en morele hulp te verschaffen, welke zij zowel in hun beroepsleven als in hun particulier leven mochten behoeven.

.../...

Artikel 2.-

Voor de werking van de sociale dienst komen in aanmerking de vastbenoemde, stagedoende en tijdelijke personeelsleden en de hulpkrachten;
de gepensionneerde personeelsleden;
de weduwen die een overlevingspensioen genieten;
de wezen van personeelsleden van Financiën.

Ook de leden van het gezin, die uitsluitend ten laste van deze personeelsleden zijn of dit tijdens dezer leven waren, kunnen sommige voordelen van de sociale dienst genieten.

Evenzo, maar dan bij wijze van uitzondering, kan de hulp worden verstrekt aan gewezen personeelsleden en aan rechtverkrijgenden van overleden personeelsleden, die geen Staatspensioen genieten, of aan enig ander persoon die uitsluitend ten laste van het personeelslid was.

Artikel 3.-

De werkzaamheden van de sociale dienst bestaan hoofdzakelijk in :

A. Op het gebied van de individuele hulpverlening :

1° uitbesteding van kinderen op het platteland of aan zee;

2° hulp aan toekomstige moeders en aan kraamvrouwen;

3° het toestaan van leningen;

4° bijstand in geval van ziekte;

5° steun in geval van tegenspoed in het gezin of onder andere hierboven niet voorziene buitengewone omstandigheden.

.../...

De individuele hulpverlening is uitsluitend voorbehouden voor personeelsleden, die de bestaansmoeilijkheden niet op eigen krachten kunnen te boven komen.

B. Op het gebied van de collectieve hulpverlening :

1° naar gelang van de behoeften, inrichting, in de belangrijke administratieve centra, van restaurants waartoe alle leden van het Rijkspersoneel zonder onderscheid van prijs toegang hebben;

2° inrichting van refters in diensten met een talrijk personeel;

3° inrichting van centra voor preventieve geneeskunde;

4° oprichting van tehuizen voor personeelsleden die wegens de dienst niet naar huis kunnen gaan;

5° bevordering van culturele, sportieve en ontspanningsactiviteiten onder de personeelsleden;

6° oprichting van een dienst voor rechtskundige en sociale inlichtingen;

7° samenwerking met de diensten en comité's voor veiligheid, hygiëne en verfraaiing van de werkplaatsen.

De collectieve hulpverlening is in beginsel voorbehouden voor personeelsleden in actieve dienst.

De Minister van Financiën kan de werking van de sociale dienst uitbreiden tot andere gebieden die binnen het bestek van dezes doelstelling vallen.

.../...

Artikel 4.-

De voorzieningen inzake inrichting en werking van de sociale dienst en inzake de bedragen en de modaliteiten van zijn bijdragen worden bij ministerieel besluit getroffen.

Artikel 5.-

Blijken de op de begroting uitgetrokken kredieten ontoereikend te zijn, dan is de Minister van Financiën gemachtigd één of meer van de in artikel 3 vermelde vormen van werkzaamheid op te schorten.

Artikel 6.-

Een comité van advies dat paritair uit gemachtigden van de administratie en uit gemachtigden van de in de syndicale raad van advies zitting hebbende organisaties is samengesteld, dient van advies :

1° over elke aangelegenheid van algemene aard betreffende inrichting en werking van de sociale dienst;

2° over elk verzoek om herziening van een in een individueel geval genomen beslissing van de sociale dienst, wanneer de verzoeker de wens daartoe te kennen geeft.

Inrichting en werking van het comité van advies worden geregeld bij ministerieel besluit.

.../...

Artikel 7.-

Op beslissing van de Minister van Financiën, genomen met de toestemming van de betrokken minister of ministers, kunnen de werkzaamheden van de sociale dienst tot het personeel van andere ministeries worden uitgebreid.

Artikel 8.-

Het besluit van de Regent van 24 Juli 1946 houdende oprichting van een maatschappelijke dienst bij het Ministerie van Financiën wordt opgeheven.

Artikel 9.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président, voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J. VAUTHIER, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Financiën.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.